

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

JAARGANG 1988 Nr. 125

---

A. TITEL

*Protocol houdende wijziging van het op 22 november 1928 te Parijs  
ondertekende Verdrag inzake internationale tentoonstellingen (met  
Aanhangsel en bijlage);  
Parijs, 30 november 1972*

B. TEKST

De tekst van het Protocol, met Aanhangsel en bijlage, is geplaatst  
in *Trb.* 1973, 100.

Voor wijzigingen van het aan het Protocol als aanhangsel gehechte  
Verdrag zie rubriek J van *Trb.* 1983, 138 en rubriek J hieronder.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1973, 100, de rubrieken C en J van *Trb.* 1983, 138 en  
rubriek J hieronder.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1981, 4.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1981, 4.

F. TOETREDING

Zie *Trb.* 1981, 4 en *Trb.* 1983, 138.

Behalve de aldaar genoemde hebben nog de volgende Staten in  
overeenstemming met artikel III, derde lid, van het onderhavige

Protocol een akte van toetreding nedergelegd bij de Regering van de Franse Republiek:

|                    |                  |
|--------------------|------------------|
| Portugal . . . . . | 19 december 1983 |
| Korea . . . . .    | 19 mei 1987      |

#### G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1981, 4 en rubriek I hieronder.

#### I. OPZEGGING

El Salvador heeft een kennisgeving van opzegging van het onderhavige Protocol gedaan aan de Regering van de Franse Republiek, welke opzegging van kracht is geworden op 5 oktober 1987.

Israël heeft zijn toetreding tot het Internationale Bureau inzake internationale tentoonstellingen opgezegd bij brief van 18 februari 1988.

#### J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1973, 100, *Trb.* 1981, 4 en *Trb.* 1983, 138.

Voor het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1987, 113.

Voor het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof zie ook *Trb.* 1987, 114.

Voor het op 26 oktober 1956 te New York tot stand gekomen Statuut van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie zie ook *Trb.* 1984, 156.

Behalve de in *Trb.* 1983, 138 genoemde hebben nog de volgende Staten de Regering van de Franse Republiek kennisgegeven van hun aanvaarding van de op 24 juni 1982 te Parijs aangenomen wijziging van het op 22 november 1928 te Parijs ondertekende Verdrag betreffende internationale tentoonstellingen, zoals gewijzigd:

|                      |                  |
|----------------------|------------------|
| Oostenrijk . . . . . | 25 november 1983 |
| Mexico . . . . .     | 21 maart 1984    |
| Korea . . . . .      | 19 mei 1987      |

De Algemene Vergadering van het Internationale Tentoonstellingsbureau heeft op 31 mei 1988 besloten het op 22 november 1928 te Parijs ondertekende Verdrag betreffende internationale tentoonstellingen zoals gewijzigd bij het onderhavige Protocol en de wijziging van 24 juni 1982, wederom te wijzigen. De materiële inhoud van het Besluit en de vertaling ervan in het Nederlands luiden als volgt:

**Amendement à la Convention du 22 Novembre 1928 modifiée et complétée par les Protocoles des 10 Mai 1948, 16 Novembre 1966 et 30 Novembre 1972 et par l'amendement du 24 Juin 1982, adopté par l'Assemblée Générale le 31 Mai 1988**

### Article I

L'article 2 de la Convention du 22 Novembre 1928 modifiée est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit:

«Nonobstant le titre qui pourrait être donné à une exposition par ses organisateurs, la présente Convention distingue les expositions enregistrées et les expositions reconnues.»

### Article II

L'article 3 du titre I et les articles 4 et 5 constituant le titre II de la Convention du 22 Novembre 1928 modifiée sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes qui constituent le nouveau titre II, dont l'intitulé devient «Conditions générales d'organisation des expositions internationales».

#### *Article 3*

Ont vocation à être enregistrées par le Bureau International des Expositions, visé à l'article 25 ci-après, les expositions internationales qui présentent les caractères suivants:

A) leur durée ne peut être inférieure à six semaines, ni supérieure à six mois;

B) le régime des bâtiments d'exposition utilisés par les Etats participants est fixé par le règlement général de l'exposition. Dans le cas où une taxe immobilière serait exigible, d'après la législation en vigueur dans l'Etat invitant, elle demeurerait à la charge des organisateurs. Seuls les services effectivement rendus en application des règlements approuvés par le Bureau peuvent faire l'objet d'une rétribution;

C) à partir du 1er Janvier 1995 l'espacement entre deux expositions enregistrées est de cinq ans au moins, la première exposition pouvant avoir lieu en 1995. Toutefois, le Bureau International des Expositions peut accepter une avance d'un an au plus par rapport à la date qui résulte de la disposition qui précède pour permettre la célébration d'un événement particulier d'importance internationale, sans pour autant que l'espacement quinquennal fixé par le calendrier d'origine soit modifié.

*Article 4*

A) Ont vocation à être reconnues par le Bureau International des Expositions les expositions internationales qui présentent les caractères suivants:

1. leur durée ne peut être inférieure à trois semaines ni supérieure à trois mois;

2. elles doivent illustrer un thème précis;

3. leur surface totale ne doit pas excéder 25 ha;

4. elles doivent attribuer aux États participants des emplacements construits par l'organisateur et libres de tous loyers, charges, taxes et frais autres que ceux représentatifs de services rendus; l'emplacement le plus important attribué à un Etat ne doit pas excéder 1.000 m<sup>2</sup>. Toutefois, le Bureau International des Expositions peut autoriser une dérogation à l'obligation de gratuité si la situation économique et financière de l'Etat organisateur le justifie;

5. une seule exposition reconnue au titre du présent paragraphe A peut se tenir entre deux expositions enregistrées.

6. une seule exposition enregistrée ou reconnue au titre du présent paragraphe A peut se tenir au cours d'une même année.

B. Le Bureau International des Expositions peut également accorder sa reconnaissance:

1. à l'exposition des Arts Décoratifs et de l'Architecture Moderne de la Triennale de Milan, en raison de son antériorité historique et pour autant qu'elle conserve ses caractéristiques d'origine,

2. aux expositions d'horticulture de type A1 agréées par l'Association Internationale des Producteurs de l'Horticulture pourvu qu'elles soient espacées d'au moins deux ans dans des états différents et d'au moins dix ans dans un même état;

appelées à se tenir dans l'intervalle entre deux expositions enregistrées.

*Article 5*

Les dates d'ouverture ou de clôture d'une exposition et ses caractères généraux sont fixés au moment de son enregistrement ou de sa reconnaissance et ne peuvent être modifiés qu'avec l'accord du BIE.

**Article III**

Les articles 14 et 15 de la Convention du 22 Novembre 1928 modifiée sont abrogés.

## Article IV

A la première phrase de l'article 8 de la Convention du 22 Novembre 1928 modifiée, substituer «article 5» à «article 4».

## Article V

1. A l'article 12 de la Convention du 22 Novembre 1928 modifiée, insérer entre les mots «un Commissaire Général de l'exposition» et les mots «chargé de le représenter» les mots «s'il s'agit d'une exposition enregistrée ou un Commissaire de l'exposition s'il s'agit d'une exposition reconnue».

2. A la première phrase de l'article 13 insérer entre les mots «un Commissaire Général de Section» et les mots «pour le représenter» les mots «s'il s'agit d'une exposition enregistrée ou un Commissaire de Section s'il s'agit d'une exposition reconnue».

A la deuxième phrase de l'article 13 entre les mots «le Commissaire Général de Section» et les mots «est seul chargé» insérer les mots «ou le Commissaire de Section».

A la troisième phrase de l'article 13, entre les mots «le Commissaire Général de l'exposition» et les mots «de la composition» insérer les mots «ou le Commissaire de l'exposition».

3. A l'article 17 insérer entre les mots «de Commissaires Généraux» et le mot «nommés» les mots «ou de Commissaires».

4. Au paragraphe 1 de l'article 18 insérer entre les mots «Commissaire Général de Section» et le mot «représentant» les mots «ou du Commissaire de Section».

Au paragraphe 2 de l'article 18, insérer entre les mots «le Commissaire Général» et les mots «de cette exposition» les mots «ou le Commissaire».

5. Au paragraphe 2 de l'article 19, insérer entre les mots «des Commissaires Généraux» et les mots «des autres Etats» les mots «ou des Commissaires».

Au troisième alinéa de l'article 19 entre les mots «des Commissaires Généraux» et les mots «de section», insérer les mots «ou des Commissaires».

6. Au c du paragraphe 1 de l'article 20 entre les mots «des Commissaires Généraux» et les mots «dans leurs sections» insérer les mots «ou des Commissaires».

Au paragraphe 2 de l'article 20, après les mots «le Commissaire Général» et le mot «de l'exposition», insérer les mots «ou le Commissaire».

7. A l'article 21 entre les mots «le Commissaire Général» et le mot «de l'exposition», insérer les mots «ou le Commissaire».

## Article VI

1. Après les mots «l'enregistrement» ajouter les mots «ou la reconnaissance»:

- à l'article 6, paragraphe 1, deuxième phrase,
- à l'article 6, paragraphe 4,
- à l'article 7, paragraphe 1,
- à l'article 8, première phrase.

2. Après les mots «de l'enregistrement» ajouter les mots «ou de la reconnaissance»:

- à l'article 11, paragraphe 3,
- à l'article 20, paragraphe 1.

3. Après les mots «d'enregistrement» ajouter les mots «ou de reconnaissance»:

- à l'article 6, paragraphe 2,
- à l'article 6, paragraphe 3,
- à l'article 30, paragraphe 2b.

4. Après les mots «cet enregistrement» ajouter les mots «ou cette reconnaissance» à l'article 8, première phrase.

5. Après les mots «de son enregistrement» ajouter les mots «ou de sa reconnaissance» à l'article 6, paragraphe 1, première phrase.

6. Après les mots «à l'enregistrement» ajouter les mots «ou à la reconnaissance» à l'article 27a.

7. Après le mot «enregistrée» ajouter les mots «ou reconnue»:

- à l'article 9, paragraphe 1,
- à l'article 9, paragraphe 2,
- à l'article 28, paragraphe 3e.

---

**Wijziging van het Verdrag van 22 november 1928 zoals gewijzigd en aangevuld door de Protocollen van 10 mei 1948, 16 november 1966 en 30 november 1972 en door de wijziging van 24 juni 1982, aangenomen door de Algemene Vergadering op 31 mei 1988**

## Artikel I

Artikel 2 van het gewijzigde Verdrag van 22 november 1928 wordt aangevuld met een tweede alinea, waarvan de tekst als volgt luidt:

„Ongeacht de naam die door de organisatoren aan een tentoonstelling wordt gegeven, wordt in dit Verdrag onderscheid gemaakt tussen ingeschreven tentoonstellingen en erkende tentoonstellingen.”

## Artikel II

Artikel 3 van Hoofdstuk I en de artikelen 4 en 5 die te zamen Hoofdstuk II vormen van het gewijzigde Verdrag van 22 november 1928, komen te vervallen en worden vervangen door de volgende bepalingen die te zamen het nieuwe Hoofdstuk II vormen, waarvan de titel luidt: „Algemene voorwaarden voor het organiseren van internationale tentoonstellingen”.

### *Artikel 3*

Voor inschrijving door het Internationaal Tentoonstellingsbureau, bedoeld in artikel 25 hieronder, komen in aanmerking de internationale tentoonstellingen die voldoen aan de volgende voorwaarden:

A) de duur ervan mag niet minder dan zes weken en niet meer dan zes maanden zijn;

B) de gebruiksvoorwaarden van de tentoonstellingsgebouwen die worden gebruikt door de deelnemende Staten, worden vastgesteld in het algemene tentoonstellingsreglement. Indien volgens de van kracht zijnde wetgeving in de uitnodigende Staat onroerend-goedbelasting zou moeten worden geheven, komt deze belasting ten laste van de organisatoren. Alleen de diensten die daadwerkelijk worden verleend op grond van de door het Bureau goedgekeurde reglementen kunnen in aanmerking komen voor een vergoeding;

C) met ingang van 1 januari 1995 is de tijdruimte tussen twee ingeschreven tentoonstellingen ten minste vijf jaar, waarbij de eerste tentoonstelling kan plaatsvinden in 1995. Het Internationaal Tentoonstellingsbureau kan evenwel aanvaarden dat het tijdstip dat voortvloeit uit de voorgaande bepaling, met ten hoogste 1 jaar wordt vervroegd om de viering of herdenking van een bijzondere gebeurtenis van internationaal belang mogelijk te maken, zonder dat daardoor de tijdruimte van vijf jaar, die is vastgesteld door het oorspronkelijke tijdschema, wordt gewijzigd.

### *Artikel 4*

A) Voor erkenning door het Internationaal Tentoonstellingsbureau komen in aanmerking de internationale tentoonstellingen die voldoen aan de volgende voorwaarden:

1. de duur ervan mag niet minder dan 3 weken en niet meer dan 3 maanden zijn;

2. zij moeten een nauwkeurig bepaald thema tot onderwerp hebben;

3. de totale oppervlakte ervan mag niet meer dan 25 hectare zijn;
4. de deelnemende Staten moeten hiervoor de beschikking krijgen over tentoonstellingsruimten die zijn gebouwd door de organisator en die geheel vrij zijn van huur, lasten, belastingen en andere kosten dan die welke een vergoeding voor geleverde diensten vormen; de grootste ruimte die aan een Staat wordt toegewezen, mag niet groter zijn dan 1000 m<sup>2</sup>. Het Internationaal Tentoonstellingsbureau kan evenwel een afwijking toestaan van de verplichting tot kosteloosheid, indien de economische en financiële situatie van de organiserende Staat zulks rechtvaardigt;
5. van de op grond van deze paragraaf A erkende tentoonstellingen mag er slechts één worden gehouden tussen twee ingeschreven tentoonstellingen;
6. van de op grond van deze paragraaf A ingeschreven of erkende tentoonstellingen mag er slechts één worden gehouden in de loop van een en hetzelfde jaar.

B) Het Internationaal Tentoonstellingsbureau kan eveneens zijn erkenning verlenen:

1. aan de tentoonstelling van decoratieve kunst en moderne architectuur van de Triennale van Milaan, omdat zij reeds lang bestaat en voor zover zij haar oorspronkelijke kenmerken behoudt;
  2. aan tuinbouwtentoonstellingen van het type A1, erkend door de Internationale Tuindersvereniging, mits zij in verschillende Staten worden gehouden met een tussenpoos van ten minste twee jaar, en in eenzelfde Staat met een tussenpoos van ten minste 10 jaar;
- die gehouden worden tussen twee ingeschreven tentoonstellingen in.

#### *Artikel 5*

De data van opening en sluiting van een tentoonstelling en haar algemene kenmerken worden vastgesteld bij de inschrijving of de erkenning ervan en mogen slechts met toestemming van het Internationaal Tentoonstellingsbureau worden gewijzigd.

#### *Artikel III*

De artikelen 14 en 15 van het gewijzigde Verdrag van 22 november 1928 komen te vervallen.

#### *Artikel IV*

In de eerste zin van artikel 8 van het gewijzigde Verdrag van 22 november 1928 wordt „artikel 4” vervangen door „artikel 5”.

## Artikel V

1. In artikel 12 van het gewijzigde Verdrag van 22 november 1928 moet tussen de woorden „een algemene tentoonstellingscommissaris benoemen” en de woorden „die tot taak heeft” worden ingevoegd: „indien het een ingeschreven tentoonstelling betreft of een tentoonstellingscommissaris indien het een erkende tentoonstelling betreft”.

2. In de eerste zin van artikel 13 moet tussen de woorden „een algemene afdelingscommissaris benoemen” en de woorden „die haar vertegenwoordigt” worden ingevoegd: „indien het een ingeschreven tentoonstelling betreft of een afdelingscommissaris indien het een erkende tentoonstelling betreft”.

In de tweede zin van artikel 13 moet tussen de woorden „de algemene afdelingscommissaris” en de woorden „is als enige belast” worden ingevoegd: „of de afdelingscommissaris”.

In de derde zin van artikel 13 moet tussen de woorden „de algemene tentoonstellingscommissaris” en de woorden „in over de samenstelling” worden ingevoegd: „of de tentoonstellingscommissaris”.

3. In artikel 17 moet tussen de woorden „algemene commissarissen” en de woorden „zijn ingericht” worden ingevoegd: „of commissarissen”.

4. In het eerste lid van artikel 18 moet tussen de woorden „algemene afdelingscommissaris” en de woorden „die de regering” worden ingevoegd: „of de afdelingscommissaris”.

In het tweede lid van artikel 18 moet tussen de woorden „de algemene tentoonstellingscommissaris” en de woorden „wat deze Verdragsluitende” worden ingevoegd: „of de tentoonstellingscommissaris”.

5. In het tweede lid van artikel 19 moet tussen de woorden „de algemene commissarissen” en de woorden „van de andere betrokken Staten” worden ingevoegd: „of de commissarissen”.

In het derde lid van artikel 19 moet tussen de woorden „de algemene afdelingscommissarissen” en de woorden „arbitrerend op” worden ingevoegd: „of de commissarissen”.

6. Onder letter c. in het eerste lid van artikel 20 moet tussen de woorden „de algemene commissarissen” en de woorden „binnen hun respectieve afdelingen” worden ingevoegd: „of de commissarissen”.

In het tweede lid van artikel 20 moet tussen de woorden „algemene tentoonstellingscommissaris” en de woorden „neemt alle maatregelen” worden ingevoegd: „of de tentoonstellingscommissaris”.

7. In artikel 21 moet tussen de woorden „algemene tentoonstellingscommissaris” en de woorden „neemt alle binnen” worden ingevoegd: „of de tentoonstellingscommissaris”.

#### Artikel VI<sup>1)</sup>

1. Na het woord „inschrijving” moeten de woorden „of erkenning” worden ingevoegd in:

- artikel 6, eerste lid, eerste zin,
- artikel 6, eerste lid, tweede zin,
- artikel 6, tweede lid,
- artikel 6, derde lid,
- artikel 6, vierde lid,
- artikel 7, eerste lid,
- artikel 8, eerste zin,
- artikel 11, derde lid,
- artikel 20, eerste lid,
- artikel 27a,
- artikel 30, tweede lid, letter b.

7. Na het woord „ingeschreven” moeten de woorden „of erkend” worden ingevoegd in:

- artikel 9, eerste lid,
- artikel 9, tweede lid,
- artikel 28, derde lid, letter e.

---

<sup>1)</sup> Het hier vermelde onder artikel VI is geen vertaling van het Frans maar geeft aan wat er in de in *Trb.* 1973, 100 afgedrukte Nederlandse vertaling dient te worden gewijzigd om die vertaling in overeenstemming te brengen met de Franse tekst.

---

De wijziging behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens de wijziging door het Koninkrijk kan worden aanvaard.

De wijziging zal ingevolge artikel 33, derde lid, van het Verdrag van 22 november 1928, zoals gewijzigd, in werking treden op de datum waarop viervijfde van de Verdragsluitende Partijen van hun aanvaarding hebben kennisgegeven aan de Regering van de Franse Republiek.

Uitgegeven de *tweede* oktober 1988.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

H. VAN DEN BROEK